

Le boom des minerais critiques peut-il bénéficier à l'Afrique ?

Le 02 Janvier

Riche en minerais nécessaires à la transition énergétique, l'Afrique pourrait profiter de la demande mondiale et voir son PIB augmenter fortement. A condition, notamment, d'investir le stade de la transformation.

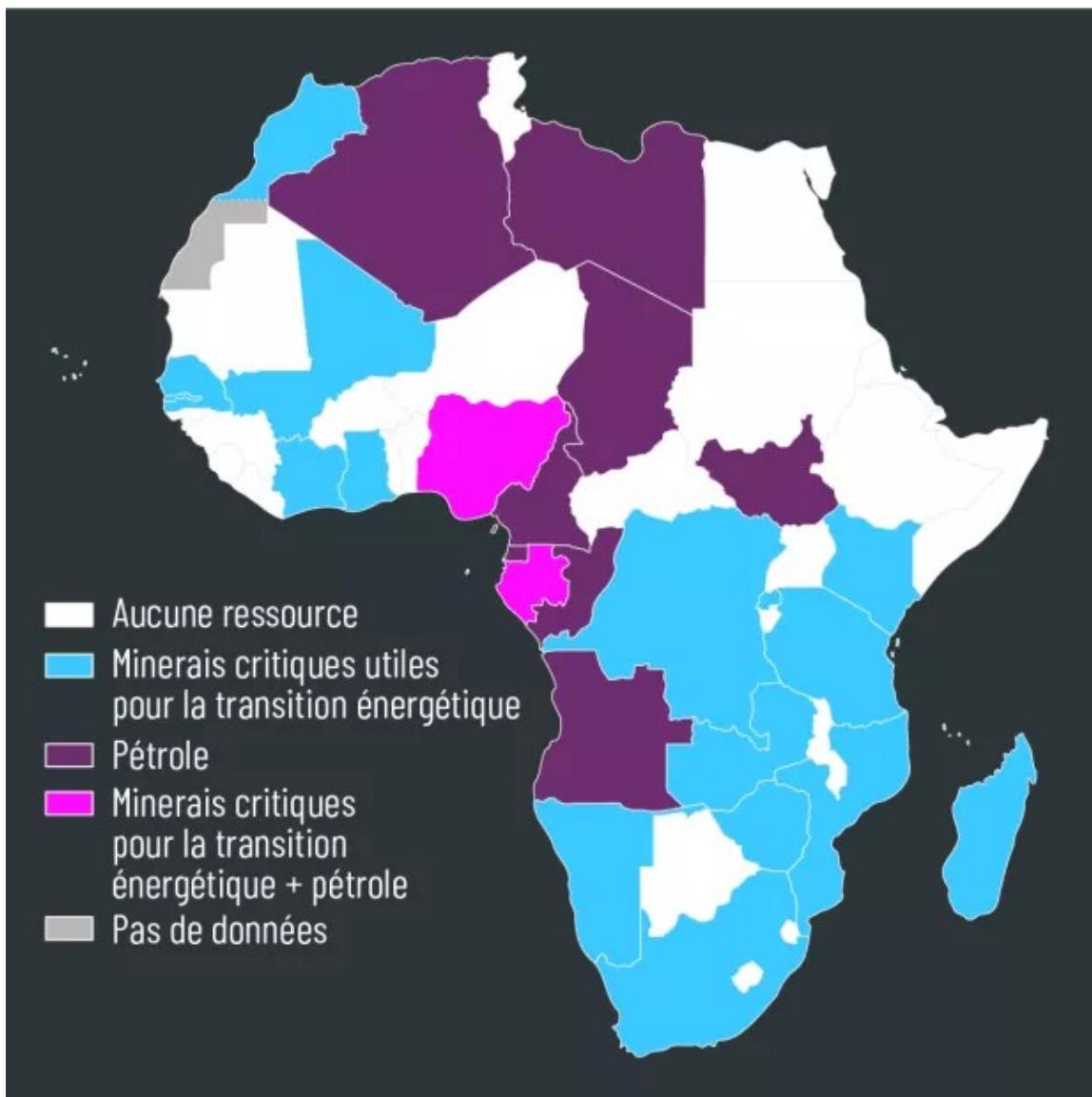
L'Afrique subsaharienne abrite 30 % des minerais critiques mondiaux, estime le Fonds monétaire international (FMI). De quoi alimenter un boom minier sur le continent, étant donné que la demande de ces matériaux indispensables au fonctionnement des voitures électriques ou des éoliennes s'envole. L'Agence internationale de l'énergie prévoit un doublement de la demande de nickel, un triplement de celle de cobalt et une multiplication par 10 de la demande de lithium entre 2022 et 2050.

« *L'extraction de certains matériaux pourrait accroître le produit intérieur brut (PIB) de la région de 12 % ou plus d'ici à 2050* », estime le FMI. De quoi permettre à certains pays de compenser la décroissance de leur rente pétrolière. Du moins en partie.

Au Gabon par exemple, [détaille la Banque de France](#), la valeur des exportations pétrolières ne fait que décroître depuis 2011 (elle atteignait alors 6,8 milliards de dollars), tandis que celle des exportations de manganèse ne fait que croître depuis 2017 (pour atteindre 1,3 milliard de dollars en 2021).

[L'Afrique centrale et australe bien dotée en minerais critiques](#)

Répartition des pays africains par type de ressources produites



Source : FMI (2022), United States Geological Survey (2012-2022), Cust et al. (2021)

Les principaux bénéficiaires de cette nouvelle ruée sont plutôt situés en Afrique centrale et australe, décrivent Julien Gourdon, Harouna Kinda et Hugo Lapeyronie dans *L'économie africaine 2024* [1](#). On citera notamment la République démocratique du Congo (RDC), premier producteur mondial de cobalt et troisième de cuivre, l'Afrique du Sud, premier producteur mondial de chrome, platine et manganèse, ou encore le Mozambique, deuxième producteur mondial de titane.

Cette géographie contraste avec celle des bénéficiaires du boom minier africain du début des années 2000, alimenté à l'époque par la libéralisation du secteur, les cours élevés de l'or et la multiplication d'ouvertures de mines dans le monde, essentiellement portée par des investisseurs anglo-saxons. Les pays les plus en vue se situaient alors plutôt en Afrique de l'Ouest.

Revoir les codes miniers

Ce boom des minerais critiques peut-il réellement bénéficier à l'Afrique subsaharienne ? A plusieurs conditions, détaille [un récent rapport de l'Agence française de développement](#) (AFD). A commencer par une révision, dans les pays concernés, des codes miniers qui régissent le partage des revenus entre les entreprises exploitantes et les États dans lesquels elles sont implantées.

« *Le boom des années 2000 [...] s'est traduit par une vague d'investissements, mais auxquels les administrations des États africains n'étaient pas préparées* », rappelle Thomas Melonio, chef économiste de l'AFD.

Résultat, de nombreux avantages ont été accordés aux entreprises minières. En conséquence, encore aujourd'hui, « *les taux de l'impôt sur les sociétés pour le secteur minier restent généralement inférieurs aux taux du régime général* », poursuit l'économiste.

Ces révisions sont aujourd'hui d'autant plus importantes que, « *contrairement au secteur pétrolier, où les pays et les compagnies ont adopté principalement des accords de partage de la production (ou des revenus), c'est le régime de concession qui est prédominant dans le secteur minier* », peut-on lire plus loin dans le rapport de l'AFD.

Plusieurs enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés des révisions des codes miniers qui se sont multipliées ces dernières années : les taux d'imposition dans le secteur restent généralement inférieurs aux taux du régime général, mais les redevances minières versées par les entreprises en échange du droit d'exploiter une mine, elles, augmentent.

Par ailleurs, l'octroi de participations gratuites aux États est de plus en plus fréquent. Ainsi actionnaires, les gouvernements reçoivent des dividendes et peuvent « *avoir accès à des informations sur l'exploitation de la mine* », expliquent Julien Gourdon, Harouna Kinda et Hugo Lapeyronie.

Investir la transformation de minerais

Autre impératif pour tirer des bénéfices de l'exploitation des minerais critiques : passer de l'exportation de minerais bruts à la production de minerais raffinés.

« *Une simple comparaison de la valeur marchande fait ressortir la différence sur le plan économique : la bauxite brute rapporte la somme modeste de 65 dollars par tonne, alors que sa version transformée, l'aluminium, se vendait à pas moins de 2 335 dollars par tonne fin 2023* », compare le FMI.

Cette remontée des chaînes de valeur permettrait également de créer davantage d'emplois, le potentiel étant faible pour la seule extraction, surtout intensive en capital.

L'Afrique subsaharienne présente, il est vrai, quelques faiblesses pour transformer davantage ses minerais. A commencer par ses infrastructures énergétiques limitées, alors que la transformation en produits raffinés est beaucoup plus énergivore que l'extraction.

Le peu de débouchés sur place, lié au faible développement du marché du véhicule électrique ou des renouvelables, joue aussi en défaveur du continent. Ainsi, l'Afrique « *supporte un coût élevé des émissions de gaz à effet de serre engendrées par le secteur minier, mais les gains associés profitent à ce stade principalement aux pays développés et émergents* », pointent les économistes de la Banque de France.

Les grandes puissances à la manœuvre

On touche là à un autre point crucial : si la transformation sur place patine, c'est aussi en raison de la stratégie d'approvisionnement des grandes puissances qui y ont peu intérêt et cherchent, via leurs entreprises, à sécuriser un approvisionnement sur place tout en captant la valeur de la transformation. Le [cas d'école de cette domination est la Chine](#). A l'heure actuelle, « la RDC, qui est à l'origine de 74 % de l'extraction de cobalt à l'échelle mondiale, expédie 97 % de ses exportations de cobalt, généralement non traité, vers la Chine », et « plus de 1 000 camions transportent chaque jour du lithium peu concentré sous forme de roches des mines du Zimbabwe vers des ports africains lointains d'où il est acheminé vers la Chine », décrit le FMI. L'Afrique éveille aussi les appétits d'autres géants. L'influence indienne, par exemple, est « bien réelle, mentionne l'AFD. L'Inde cherche avant tout à sécuriser son approvisionnement en charbon dont elle est une grosse consommatrice. Elle se positionne également sur le fer africain pour alimenter son industrie de la sidérurgie, mais également sur le zinc, le plomb, le cuivre, l'or et les pierres précieuses au travers du géant minier indien Vedanta ». Sur la base de l'étude du secteur du lithium en Afrique, un groupe de chercheurs australiens, britanniques et ghanéens dresse un constat sans appel : la course aux matières premières critiques « sert largement les intérêts géostratégiques et économiques des pays occidentaux et de la Chine ». Résultat, elle est « susceptible de créer des effets adverses à long terme plutôt que des avantages pour le continent ».

A ce titre, l'Union européenne, qui s'est dotée en 2023 d'une stratégie sur son approvisionnement en minerais critiques, ne fait pas exception. Ce texte, qui l'a poussée à conclure des partenariats sur le continent africain avec la RDC, la Namibie, le Rwanda et la Zambie, est, selon [un rapport conjoint de plusieurs ONG](#), « largement influencé par le lobbying des compagnies minières » et « sert avant tout les intérêts du secteur privé européen ». Au Rwanda, le partenariat signé a notamment été accusé d'encourager des violations des droits de l'homme dans la région frontalière congolaise du Nord-Kivu.

Alors, richesse ou malédiction, ces minerais critiques ? La réponse dépend des contextes locaux, mais une chose est certaine : porteur de risques plus importants que d'autres activités économiques, le secteur minier nécessite à ce titre un encadrement rapproché.

[Aude Martin](#)